



Agir par la Culture

2017

{ANALYSE #22}

L'EFFACEMENT DU POLITIQUE

Jean-François Pontégnie
Membre du Comité de rédaction d'Agir par la Culture



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Avec le soutien de la Fédération
Wallonie-Bruxelles

L'EFFACEMENT DU POLITIQUE

Jean-François Pontégnie
Membre du Comité de rédaction d'Agir par la Culture

La chute des majorités PS-CDH dans les entités fédérées (à la Région wallonne seule, in fine) a suscité un nombre de commentaires et d'analyses pour le moins considérable. Il apparaît néanmoins que la question de la vision du monde portée par les politiques a fait les frais de cette inflation. La présente analyse tente de cerner ce que peut être, au-delà de la gesticulation politicienne, le projet politique porté par le CDH.

« Dans un monde social dans lequel les conceptions néolibérales ont pris l'allure du bon sens élémentaire, il m'a semblé alors qu'il était de notre responsabilité de rendre apparent ce que cette idéologie dissimulait. »
– D'après P. Bourdieu, *Pour un savoir engagé*¹

PROCÉDURES...

Depuis que le premier Gouvernement wallon s'est installé en 1981, il est arrivé « qu'un ministre soit amené à quitter prématurément ses fonctions, que ce soit de manière consentie ou non. Les raisons d'un tel départ anticipé peuvent être multiples : changement de gouvernement, incompatibilité entre le poste ministériel et une autre fonction [...], mise en cause de la responsabilité personnelle dans la gestion d'un dossier, scandale politique [...], etc. Loin d'être anecdotique, ce phénomène fait partie intégrante de la vie des gouvernements. »²

Mais, le 19 juin 2017, c'est la toute première fois qu'a été exprimée en cours de législature wallonne la volonté d'un changement de majorité, le CDH ne voulant plus gouverner avec le PS. Depuis cette annonce, en Région wallonne uniquement, une nouvelle coalition CDH – MR est à présent majoritaire et M. Borsus (MR) est devenu Ministre-Président.

Le 28 juillet 2017, 48 heures après le dépôt d'une motion de défiance constructive³ par 8 députés, le Parlement wallon par un vote de 39 voix contre 35 déposait le gouvernement PS -CDH et le remplaçait par un gouvernement CDH -MR, M. Willy Borsus s'en allait prêter serment auprès du Roi et la séance parlementaire reprenait en soirée pour un débat autour du programme de la nouvelle majorité.

Ite missa est... ?

1. In *Interventions* (1961-2001). Sciences sociales et action politique, Agone, Marseille, 2002.

2. <http://www.crisp.be/librairie/catalogue/1941-demissions-ministerielles-entites-federrees-1981-2017-9782870751633.html>

3. « Mécanisme permettant à une assemblée de renverser un exécutif [...], sans provoquer d'élections anticipées. La motion de défiance doit présenter un successeur à l'exécutif (motion de défiance collective) [...]. L'assemblée qui souhaite renverser l'exécutif doit donc préalablement trouver un accord sur une nouvelle équipe : c'est la raison pour laquelle on parle aussi de « défiance constructive », expression empruntée à l'Allemagne. La motion doit être soumise au vote de l'assemblée. Le vote sur la motion ne peut intervenir qu'après un délai de 48 heures suivant le dépôt de la motion. Si la motion de défiance est adoptée, la démission de l'exécutif est automatique, de même qu'est automatique l'installation d'un nouvel exécutif. »
<http://www.vocabulairepolitique.be/motion-de-mefiance/>

INTERPRÉTATIONS

La presse a beaucoup glosé sur les raisons de ce divorce inédit. L'essentiel des interprétations portait sur le calcul électoral : le CDH se serait détaché du PS pour préparer les élections de 2019 dans les meilleures conditions. Le 19 juin, Vers l'Avenir titrait ainsi : « *cdH : pourquoi maintenant ? Un calcul électoral pur* »⁴. En résumé, Vers l'Avenir se demandait « *Pourquoi le cdH lâche-t-il son partenaire socialiste maintenant ?* » et poursuivait « *la réponse centrale est claire : c'est sa seule possibilité d'avoir une chance de gouverner en 2019.* » Il serait donc agi dans le chef du cdH d'« *une opportunité politique unique et salvatrice pour un parti croupion appelé à vivoter dans les années à venir. Un cynisme noir. Et qui ne grandit pas la politique* ». De façon plus globale, on a aussi largement évoqué « *l'effet Macron* » (le cdH se dit au centre, tout comme le parti/mouvement de M. Macron), la « *décomposition du PS français* » et surtout les « *affaires* » touchant certains élus et mises au jour ces derniers mois (l'affaire Publifin, celle du Samu social de Bruxelles, etc.).

PROJET POLITIQUE...

Au-delà de la multitude d'interprétations et de supputations qui ont fleuri après le 19 juin, il nous semble utile de revenir ici sur les déclarations de M. Lutgen : c'est que, pour nous, un parti politique est avant tout une organisation destinée à porter un projet de société qu'il nous faudrait mettre en lumière. Nous disposons pour ce faire d'une part du texte complet de l'allocution prononcée par M. Lutgen le 19 juin 2017⁵ et, d'autre part, d'une interview qu'il a accordée à La Libre le 29 juillet⁶.

L'ALLOCUTION DU 19 JUIN

Globalement on constate qu'environ 47 % de l'allocution de M. Lutgen sont consacrés à ce qu'il nomme « *des affaires à rebondissements* », la « *cupidité de certains* », « *l'appât du gain* », etc. C'est en l'espèce le parti socialiste qui est visé puisque, même s'il ne « *détient pas le monopole des affaires* » et que « *beaucoup de ses membres et mandataires sont des personnalités de qualité* », « *après 30 ans de pouvoir ininterrompu, le PS porte une responsabilité écrasante dans l'ampleur et la répétition des scandales* ».

Or, pour M. Lutgen, « *les murs de la mauvaise gouvernance empêchent de franchir les étapes du renouveau total de notre paysage économique, social et environnemental* ».

Environ 16 % du texte sont consacrés à des appels lancés aux autres partis (en vue de former de nouvelles majorités) et 11 autres pourcents en appellent encore à un « *nouvel élan citoyen* », à la « *force* », aux « *capacités* », aux « *ressources* », etc. des Francophones.

Ce sont donc environ 26 % du discours de M. Lutgen qui sont consacrés à

4. http://www.lavenir.net/cnt/DMF20170619_01020699

5. http://www.lavenir.net/cnt/dmf20170619_01020681/le-cdh-claque-la-porte-il-ne-veut-plus-gouverner-avec-le-ps

6. <http://www.lalibre.be/actu/politique-belge/benoit-lutgen-le-ps-dans-l-opposition-une-mesure-de-bonne-gouvernance-597b8aeecd706e263frodcc6>

une vision programmatique. Sont très brièvement abordés : l'excellence de l'éducation (« *au cœur de notre projet de société* »), la consolidation de l'économie (sans « *nouvelles taxes* » mais bâtie « *sur la confiance et l'esprit d'entreprendre* »), l'environnement (qui « *doit être une force de changement pour relever avec ambition le défi climatique et la transition énergétique* »), le secteur associatif (« *qui doit être libéré* ») et enfin la « *réduction drastique des outils et organismes publics* ». Le tout « *avec la volonté acharnée de la performance, de l'éthique et de la bonne gouvernance* ».

On conviendra qu'en l'état les quelques pistes esquissées par M. Lutgen sont difficiles à analyser, faute de précisions⁷. Nous y reviendrons..

L'INTERVIEW DU 29 JUILLET⁸

Dans l'interview accordée à La Libre le 29 juillet, après donc que le nouveau gouvernement ait été installé, M. Lutgen s'étend quelque peu sur les raisons de son geste et donne quelques indications d'ordre idéologique.

Pour M. Lutgen, « *l'État a des rôles à jouer, c'est une évidence, mais il faut aussi pouvoir s'appuyer sur l'initiative citoyenne, privée, associative* » et si « *les pouvoirs publics fixent les objectifs [...] d'autres peuvent les réaliser pour le compte de la collectivité, c'est beaucoup plus sain, parce que cela libère la créativité* ». Dans la mesure où, toujours d'après M. Lutgen, « *le PS a un rapport malsain à l'État [dont] il a une vision tentaculaire où il cherche à s'infiltrer partout, où l'initiative privée et associative est bousculée par l'action publique* », il convenait donc de mettre fin aux majorités en Région wallonne et bruxelloise ainsi qu'en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Interrogé sur les raisons pour lesquelles le cdH a gouverné aussi longtemps avec le PS – dont les orientations ne datent pas d'hier – M. Lutgen répond que, d'une part, « *il y a eu une amplification terrible de ce problème-là (ndlr: le rapport à l'état) depuis la montée en puissance du PTB, avec une radicalisation d'une partie du PS* » et que, d'autre part, « *ce qui a aussi participé à l'écoeurement, c'est l'accumulation des scandales pour lesquels le PS porte une lourde responsabilité, et le manque de réaction forte de sa part.* » M. Lutgen rejoint Mme Zakia Khattabi (co-présidente d'Ecolo, parti qui, précise-t-il au passage, « *n'a pas le monopole de la bonne gouvernance* ») : « *Mettre le PS dans l'opposition c'est une mesure de bonne gouvernance*⁹ ».

DÉCODAGE

Nous ne nous attarderons pas ici sur l'ensemble des scandales politico-financiers qu'évoque longuement M. Lutgen¹⁰ : il va sans dire que personne ne songe à cautionner l'enrichissement personnel des élus. Il est en outre parfaitement évident qu'aucun parti n'est à l'abri des comportements moralement douteux de certains de ses membres. Il est encore probable que l'installation durable d'un parti au pouvoir¹¹ – dont on rappellera quand

⁷. Ce à quoi il convient d'ajouter que, le 19 juin 2017, le CDH ne pouvait déterminer précisément un programme dans la mesure où il était contraint de trouver au moins un partenaire de majorité, qui n'a bien entendu pas manqué d'y imprimer ses propres préoccupations. Le programme fait au reste l'objet d'un document spécifique, la Déclaration de Politique Régionale ou DPR, téléchargeable ici : <http://www.lecdh-liege.be/wp-content/uploads/2017/07/DPR-2017-2019-La-Wallonie-plus-forte.pdf>

⁸. Nous ne retenons ici que les grandes orientations. On notera que M. Lutgen s'interroge sur la nécessité pour la Région d'être actionnaire à 100 % de la FN, qu'il annonce la levée du moratoire sur les maisons de repos (au profit du secteur associatif et privé) et la mise en place d'une « *allocation de loyer* », censée pallier le manque de logements sociaux en subventionnant l'accès au logement privé (plus coûteux).

⁹. Pour Mme Khattabi, il s'agissait d'« *une mesure de salubrité publique* ».

¹⁰. Il ne s'agit pas d'ignorer la très importante question du fonctionnement démocratique de nos sociétés mais nous faisons le choix de nous concentrer sur les aspects idéologiques : sur le politique.

¹¹. « *En Région wallonne, dans des villes comme Liège ou Charleroi par exemple, le parti (ndlr: socialiste) est une force sans laquelle rien ne se fait. Avec pour effet qu'elle attire à elle des personnalités qui veulent s'impliquer tout en continuant à être grassement rémunérées, [...]. Un autre élément qui joue, c'est qu'on est plus facilement au courant des scandales dans le secteur public, or c'est là que le Parti socialiste est le plus actif.* » Pascal Delwit, interrogé par Paris-Match, ajoute : « *Le monde des médias belges fait preuve d'une certaine hostilité envers le Parti socialiste [...]* » <https://parismatch.be/actualites/politique/49004/scandale-samusocial-pire-publifin>

même que c'est le suffrage universel qui en décide – favorise l'installation de pratiques discutables ou parfois même franchement illégales...

Il nous semble plus important de relever que, depuis, le 19 juin, un mot revient très souvent, tant dans les déclarations politiques que sous la plume des journalistes : celui de « gouvernance ». Il est par exemple utilisé 5 fois par M. Lutgen dans les deux textes que nous examinons et on peut encore noter que le premier communiqué de presse du nouveau Gouvernement wallon (en date du 3 août 2017) titre : « *Le Gouvernement prend déjà des mesures de bonne gouvernance*¹² ».

LA GOUVERNANCE ?

Pour Albert Ogien¹³, l'« *utilisation stratégique* (du terme gouvernance) vise à donner un caractère d'évidence au modèle gestionnaire d'exercice du pouvoir », lequel présente deux caractéristiques essentielles.

La première est sa prétention à l'universalité : toute activité collective (en ce compris le politique, donc) peut être conçue comme une forme de production analogue à celles auxquelles on a affaire dans le domaine industriel. Dès lors, pour atteindre un maximum d'efficacité (un « optimum »), il est possible de soumettre toute activité humaine à des instruments de gestion identiques à ceux qui ont prouvé leur puissance dans l'univers marchand.

La seconde caractéristique de ce modèle du pouvoir est le rapport étroit qu'il entretient avec la rationalité, et à deux de ses attributs modernes : la calculabilité et la prévisibilité basées sur la production de données chiffrées, opérations qu'Albert Ogien qualifie de « *mathématisation du monde social* ».

Ce modèle porte donc la promesse d'une domination purement technique, incontestable (car fondée en objectivité) et qui, parce qu'elle est soustraite à tout soupçon d'arbitraire, devrait normalement recueillir l'assentiment des populations sans plus avoir à le construire ou à le rechercher.

Tout ceci conduit à « *une redéfinition radicale du domaine du politique* ». Albert Ogien cite P. Moreau Defarges¹⁴ qui résume ce projet en ces termes : « *La gouvernance doit remplacer le gouvernement ou plus exactement le gouvernement ne doit plus être qu'une pièce d'un système global, fondé sur la liberté, la créativité et la responsabilité... Il ne s'agit plus de gouverner mais de poser des règles et de garantir leur bonne application. L'État n'apparaissant plus qu'à l'origine (fixation des normes) des processus sociaux, tout l'entre-deux est régi par la concurrence.* » Il est bien entendu que l'on ne parle pas de la confrontation des idées ou des convictions, le débat étant ici évacué au profit d'une compréhension industrielle et commerciale de la « concurrence¹⁵ ».

On retiendra encore que cette rationalisation de l'activité politique doit s'appuyer sur une impressionnante quantité de données : à propos de la réforme de la comptabilité budgétaire française, Albert Ogien note que « *700 objectifs*

12. <http://gouvernement.cfwb.be/le-gouvernement-prend-d-j-des-mesures-de-bonne-gouvernance>

13. *La gouvernance, ou le mépris du politique*, Albert Ogien. Presses Universitaires de France, « Cités » <http://www.cairn.info/revue-cites-2007-4-page-137.htm>

14. *La gouvernance*, P. Moreau Defarges. Paris, PUF, « Que sais-je ? », 2003

15. Dont nul n'ignore qu'elle devenue la vertu cardinale de l'Union européenne, puisqu'elle favoriserait – forcément – la qualité, le choix, l'innovation, etc. On constate que l'extension est apparemment infinie des champs d'application du concept...

À ce sujet, lire :

<http://www.pac-g.be/index.php/publications/2012-10-17-11-11-52/analyses-2016/item/619-analyse-#32-les-rois-des-c&Itemid=1133>

quantifiés ont été définis, dont le degré de réalisation devait être mesuré à l'aide de 1.347 indicateurs de performance!»

Cette accumulation de chiffres et de données, cette *mathématisation du monde social*, pose des problèmes majeurs: elle ne tient pas compte du caractère légitime ou acceptable des fins poursuivies et n'analyse guère la moralité et la proportionnalité des moyens utilisés pour y parvenir: tous aspects qui font eux partie du *politique*...

« Dans l'urgence des pratiques, et une fois l'impératif d'efficacité affirmé, le souci de savoir ce à quoi ces chiffres renvoient en termes de conséquences humaines et sociales semble s'évanouir, tout comme l'idée qu'on pourrait porter une appréciation morale sur le sens de l'action engagée ou sur celui des objectifs poursuivis. Peu à peu, l'efficacité se pose en valeur en soi (réaliser l'objectif) alors qu'elle n'était supposée être que la mesure de l'actualisation d'une valeur collective (comme la santé, l'éducation, la sécurité, la justice, le bien-être ou la dignité). »

– Albert Ogien (*op. cit.*)

RETOUR AU DISCOURS DE M. LUTGEN

Albert Ogien souligne que l'on fait deux usages du mot «gouvernance». Le premier est *rhétorique*, au sens où l'on parle de «gouvernance» sans en évoquer le sens précis, comme s'il s'agissait d'une vertu fourre-tout comprise et acceptée comme telle par toutes et tous. Au premier abord, le discours de M. Lutgen semble appartenir à ce registre, notamment en raison de l'usage extensif du terme qui englobe pour le coup nombre d'aspects relevant de la morale. Un exemple: le 19 juin, après s'être longuement étendu sur les «affaires», M. Lutgen déclare: *« La mauvaise gouvernance empêche de franchir les étapes du renouveau total »*. Il entend donc, en l'espèce la gouvernance comme relevant du domaine de la morale ou de ce qu'il nomme la *« conscience sociale »*.

Le second usage du mot est technique et renvoie plus précisément à l'ensemble des pratiques de quantification, d'évaluation, etc. *« visant à l'efficacité »*.

Or, il apparaît que M. Lutgen parle d'*« une réduction drastique des outils et organismes publics »* tout en précisant que *« le secteur associatif doit être libéré »*. De façon plus précise encore, le 29 juillet, M. Lutgen reproche au PS son *« rapport malsain à l'État »* et ajoute *« il faut aussi pouvoir s'appuyer sur l'initiative citoyenne, privée, associative. Les pouvoirs publics fixent les objectifs. Et si d'autres peuvent les réaliser pour le compte de la collectivité, c'est beaucoup plus sain, parce que cela libère la créativité. »* On se situe donc bien au cœur du projet de la gouvernance (tel qu'exposé par P. Moreau Defarges – cf. ci-avant): *« Le gouvernement ne doit plus être qu'une pièce d'un système global, fondé sur la liberté, la créativité et la responsabilité... Il ne s'agit plus de gouverner mais de poser des règles et de garantir leur bonne application. L'État n'apparaissant*

plus qu'à l'origine (fixation des normes) des processus sociaux, tout l'entre-deux est régi par la concurrence.»

Nous avons vu que cette *vision politique* ne va pas sans poser d'importants problèmes.

D'une certaine façon, elle présuppose l'existence *« d'une société pacifiée (il n'y aurait plus de conflits d'intérêts, ni de rapports de force), consentante (tout le monde accepterait la distribution inégale des statuts sociaux), réfléchie (tout le monde partagerait le même souci de reconnaître la légitimité d'un argument sensé) [...] »*. Illusion au reste entretenue par M. Lutgen qui s'adresse bien aux *« Francophones, regorgeant de talents et de valeurs fortes »* et qu'il s'agirait de *« rassembler dans un nouvel élan citoyen. »*

On peut dès lors revenir aux rares aspects programmatiques évoqués par M. Lutgen et mieux comprendre ce qui, initialement, apparaissait comme un *« manque de précision »*... C'est qu'en effet, il ne s'agit plus d'explicitement proposer un modèle de société mais bien, au nom de l'efficacité (de la *gouvernance*), d'avancer masqué. *« L'excellence de l'éducation est au cœur de notre projet de société »*, déclare M. Lutgen : cette affirmation, au premier abord totalement vide de sens, s'éclaire d'un jour nouveau si l'on veut bien considérer que le seul mot qui importe est *« excellence »*. Dans une société sans conflits, il est entendu que tout le monde s'accorde sur le *contenu* de l'éducation. La question de ce qu'on enseigne et dans quel but ne se pose plus puisque, tout étant décidé sur des bases (prétendument) objectivées, le social étant mathématisé, c'est inévitablement *« efficace »*.

Mais efficace pour quoi faire ? C'est probablement l'affirmation immédiatement suivante (*« L'économie ne peut pas se consolider avec de nouvelles taxes. Elle doit se bâtir sur la confiance et l'esprit d'entreprendre »*) qui vient nous l'apprendre : l'excellence de l'enseignement se mesurera (à l'aide d'une multitude d'indicateurs) à l'adéquation des diplômés au *« marché de l'emploi »*, à l'esprit d'entreprendre qu'ils manifesteront, bref à l'économie. On sait encore que le *« Pacte pour un enseignement d'excellence »*¹⁶ est un des chantiers initié en 2015 par le cdH¹⁷. Même si les 367 pages du dernier avis rendu par le *« Groupe central »*¹⁸ mériteraient en elles-mêmes une analyse nuancée, on peut se rendre compte que l'articulation de l'enseignement avec le *« marché de l'emploi »* est une des préoccupations de ce projet de réforme qui n'échappe pas à la recherche effrénée d'indicateurs et de données. À titre d'exemple, on lit page 214 (nous soulignons) : *« [...] en région flamande, le service d'analyse du marché du VDAB dispos(e) depuis plusieurs années d'une connexion entre chaque étudiant sortant de l'enseignement et chaque demandeur d'emploi leur permettant ainsi de suivre l'insertion à l'emploi par filière.*

De toute évidence, la maîtrise de données objectives est un enjeu majeur du processus de pilotage, avant même de déterminer par quels processus ce pilotage sera rendu effectif (sic). L'anticipation des changements structurels, de même qu'une nouvelle articulation aux stratégies économiques de moyen et long terme des Régions, devraient également être réfléchies dans le cadre du renforcement du pilotage [...].

16. <http://www.pactedexcellence.be/>

17. Même si le processus est aujourd'hui très large et n'« appartient » plus au cdH, voir par exemple : <http://www.joellemilquet.be/tag/pacte-dexcellence/>

18. http://www.pactedexcellence.be/wp-content/uploads/2017/05/PACTE-Avis3_versionfinale.pdf

Pour ce faire, il est proposé de créer un service au sein de la future DG pilotage de l'AGE chargé de l'analyse et de la prospective ci-après dénommé « Observatoire du qualifiant, des métiers et des technologies ».

19. *L'impossible neutralité axiologique*, Roland Pfefferkorn. Raison Présente, Nouvelles Editions Rationalistes, 2014, réduction et émergence dans les sciences.

LA POLITIQUE SANS LE POLITIQUE...

On arrêtera là le décodage du discours de M. Lutgen : il nous semble parfaitement clair que, par la voix de son président, le cdH propose un modèle de société basé sur la gouvernance, à savoir essentiellement dépolitisé. C'est-à-dire d'où le débat d'idées et la confrontation des convictions et des visions du monde sont absents, renvoyés aux oubliettes par la mathématisation du social. Dans lequel il est évident qu'entre autres tout le monde accepte *« la distribution inégale des statuts sociaux »*. Le cdH entend bien consacrer *« l'emprise de l'esprit gestionnaire sur la conception de l'action publique »* et (on connaît l'antienne) *« moderniser »* le rapport à l'État, *« c'est-à-dire répondre, essentiellement, à un impératif : réduire la dépense publique en limitant le périmètre des interventions de l'État, tant en matière industrielle que sociale. »*

On reconnaîtra l'opération à ce que, comme le dit Albert Ogien *« la modernisation de l'État est plus volontiers présentée comme une opération »*

> *visant à alléger la pression fiscale pesant sur le contribuable* (M. Lutgen : *« L'économie ne peut pas se consolider avec de nouvelles taxes »*),

> *rendre libre cours à la concurrence pour satisfaire le consommateur de services publics* (M. Lutgen : *« L'État a des rôles à jouer, c'est une évidence, mais il faut aussi pouvoir s'appuyer sur l'initiative citoyenne, privée, associative »*)

> *améliorer la qualité des services offerts au « client »* (M. Lutgen – à propos des maisons de repos : *« On veut mettre fin à ce moratoire. [...] plus l'offre est importante, plus on fait baisser les prix à la journée »*)

Etc.

Nous n'adhérons pas à ce projet de droite, libéral au sens large. Mais il s'agit d'une option idéologique et elle est *en soi* légitime. Ce qui est dérangeant, par contre, c'est qu'elle ne se dise pas pour ce qu'elle est et qu'ainsi elle interdise le débat sur le fond : *« La problématique de [...] n'est pas celle de l'existence de valeurs en soi, ou de l'adhésion en soi à des valeurs, mais celle de l'usage malhonnête qui peut être fait de valeurs lorsqu'elles sont présentes sans être données comme telles, lorsqu'elles sont masquées, cachées, [...] au lieu d'être explicitées et assumées au grand jour¹⁹ »*.

Nous espérons que la présente analyse a quelque peu pu contribuer à ré-instiller du politique dans un imbroglio politique dont il semble singulièrement absent...